

Bulletin régional sur le marché du travail MONTÉRÉGIE

3e trimestre 2010

volume 30, numéro 3



Québec ##

Publication réalisée par la

Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec Montérégie

Direction

Hélène Fortin, directrice intérimaire

Coordination

Régis Martel, économiste

Rédaction

Emmanuelle Bourbeau, économiste

Soutien technique

Diane Grondines

Secrétariat

Danielle Lemonde

Conception et développement

Omar Choucair, analyste en informatique Lamara Yadel, analyste en informatique Bryan Speight, technicien de recherche

Abonnement et changement d'adresse :

Emploi-Québec Montérégie

Téléphone: 450 773-7463 ou 1 866 740-2135, poste 254

Télécopieur: 450 773-3614

Courriel: danielle.lemonde@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :

http://emploiquebec.net/regions/monteregie/publications.asp

ISSN 1180-4572

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2010

Table des matières

LEXIQUE	4
MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE	5
FAITS SAILLANTS	7
SECTION 1	9
CONJONCTURE	11
MARCHÉ DU TRAVAIL	12
SECTION 2	17
GRAPHIQUES	19
Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région	19
Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Montérégie et ensemble du Québec	
Emploi à temps plein et à temps partiel, Montérégie	
TABLEAUX	22
Principaux indicateurs du marché du travail	
Comparaisons interrégionales	23
Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge	
Emploi par secteur d'activité	
Emploi selon le genre et le niveau de compétence	26
Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec	27
Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec	28
Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi	29
Prestataires de l'aide financière de dernier recours selon les régions économiques et l'ensemble du Québec	30
Prestataires de l'aide financière de demier recours selon les centres locaux d'emploi	31
Principaux projets d'investissement en cours ou annoncés	32
Mises à pied annoncées	35
ANNEXE	37
LISTE DES CENTRES LOCAUX D'EMPLOL (CLE)	30

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active: Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi: Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle des personnes occupées utilisée par Statistique Canada dans l'Enquête sur la population active.

- L'emploi à temps plein tient compte des personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.
- ◆ L'emploi à temps partiel tient compte des personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.

Chômeurs: Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage: (Nombre de chômeurs / population active) x 100.

Taux d'activité: (Population active / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux d'emploi : (Emploi / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux de prestataires de l'aide sociale : Nombre de prestataires adultes sans contraintes à l'emploi divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2006) x 100.

Taux de prestataires de l'assurance-emploi : Nombre de prestataires actifs et aptes au travail divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2006) x 100.

Taux de prestataires: Nombre de prestataires / population de 15 à 64 ans (Recensement 2006) x 100.

RMR: Région métropolitaine de recensement.

ZME: Zone métropolitaine de l'emploi; celle-ci est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note: Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, La Population active. Mensuel. Nº 71-001.

Mise en garde méthodologique

es estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage, diffusées mensuellement par Statistique Canada et tirées de l'Enquête sur la population active. Les estimations dont font part mensuellement les médias sont désaisonnalisées, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année. Statistique Canada ne désaisonnalise pas les données régionales. Des estimations régionales désaisonnalisées sont cependant produites par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations régionales sont des moyennes mobiles de trois mois. Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour Chaudière-Appalaches est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. L'estimation de mai correspondra au taux moyen de mars, avril et mai. Cette façon de faire a été introduite par Statistique Canada en 1991 afin de réduire les fluctuations mensuelles des estimations régionales non désaisonnalisées occasionnées par la faible taille de l'échantillon à partir duquel sont produites ces estimations. Malgré l'établissement de moyennes mobiles de trois mois, les estimations régionales, qu'elles soient désaisonnalisées ou non, demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui est de 9 836 ménages par mois pour l'ensemble du Québec, varie selon les régions, de 234 ménages pour la région Côte-Nord et Nord-du-Québec à 1 228 ménages dans la région de Montréal. Statistique Canada a estimé les marges d'erreur pour les régions du Québec à partir des estimations moyennes de juillet à décembre 2008¹.

Selon ces estimations, comme on peut le voir au tableau qui suit, lorsque le taux de chômage **non désaisonnalisé** estimé pour le Québec pour un trimestre donné est de 6,9 %, il y a 67 % de chances que le taux réel, qu'on observerait si l'on recensait tous les ménages du Québec, se situe entre 6,7 % et 7,1 %. Lorsque l'on veut hausser à 90 % les probabilités que l'estimation fasse partie de l'intervalle de confiance, les bornes inférieure et supérieure sont respectivement de 6,6 % et 7,2 %, ce qui signifie qu'il y a 90 % de probabilité que le taux réel se situe entre ces bornes. Pour les estimations régionales, la marge d'erreur s'accroît considérablement. Ainsi, une estimation du taux de chômage de 15,4 % pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 14,2 % et 16,6 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 2,4 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 2 points dans un sens ou dans l'autre ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 8,3 % se situe en réalité entre 7,8 % et 8,8 % deux fois sur trois.

	Taille de	Taux de chômage	Intervalle de confiance à 95 %			de confiance 90 %	Intervalle de confiance à 67 %	
Région	l'échantillon	moyen 07-08 à 12-08*	Borne Inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	434	15,4	13,0	17,8	13,4	17,4	14,2	16,6
Bas-Saint-Laurent	383	7,8	5,8	9,8	6,2	9,4	6,8	8,8
Capitale-Nationale	635	4,0	3,3	4.7	3,4	4,6	3,7	4,3
Chaudière-Appalaches	784	4,4	3,3	5,5	3,5	5,3	3,9	4,9
Estrie	990	5,6	4,4	6,8	4,6	6,6	5,0	6,2
Centre-du-Québec	284	7,1	5,3	8,9	5,6	8,6	6,2	8,0
Montérégie	1 194	6,7	5,7	7,7	5,9	7,5	6,2	7,2
Montréal	1 228	8,3	7,3	9,3	7,5	9,1	7,8	8,8
Laval	275	6,3	4,6	8,0	4,9	7,7	5,4	7,2
Lanaudière	344	6,3	4,7	7,9	5,0	7,6	5,5	7,1
Laurentides	395	7,1	5,4	8,8	5,7	8,5	6,3	7,9
Outaouais	863	5,0	4,2	5,8	4,4	5,6	4,6	5,4
Abitibi-Témiscamingue	335	7,3	5,8	8,8	6,1	8,5	6,6	8,0
Mauricie	736	8,5	6,5	10,5	6,9	10,1	7,5	9,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	724	7,6	6,2	9,0	6,4	8,8	6,9	8,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	234	10,1	7,8	12,4	8,1	12,1	8,9	11,3
RMR de Montréal	2 294	7,2	6,6	7,8	6,7	7,7	6,9	7,5
Ensemble du Québec	9 836	6,9	6,5	7,3	6,6	7,2	6,7	7,1

Selon les moyennes mobiles de trois mois estimées au cours des mois de juillet 2008 à décembre 2008.
 Source : Statistique Canada.

^{1.} La période part de la moyenne mobile de trois mois de juillet 2008 à celle de décembre 2008. Le calcul est basé sur la moyenne des MM3M pour les 6 derniers mois de 2008 pour le Québec et les régions. La taille de l'échantillon correspond au nombre moyen de ménages entre juillet et décembre 2008.

Faits saillants

Au troisième trimestre de 2010, l'emploi a fait un bond de 27 300 postes (+3,8 %) en Montérégie par rapport au même trimestre de 2009. Cette hausse considérable mène le niveau de l'emploi à 746 100 postes, un sommet. Il s'agit d'une troisième hausse consécutive en Montérégie, ce qui porte le nombre d'emplois au-delà de son niveau d'avant la récession. L'emploi à temps plein a augmenté considérablement avec 22 400 postes créés (+3,7 %), ce qui représente également un sommet.

Pour l'ensemble du Québec, l'emploi a également connu un troisième trimestre consécutif de gains avec une progression de 102 100 postes (+2,6 %) comparativement à la même période de l'année dernière. Toutefois, contrairement à la Montérégie, la création des emplois à temps plein a surpassé celle des emplois à temps partiel.

Bien que l'emploi ait augmenté de manière importante, l'ajout de 25 600 résidants dans la population active

montérégienne a contribué à atténuer la diminution du taux de chômage. Ainsi, le taux de chômage s'est déprécié de 0,5 point de pourcentage entre le troisième trimestre de 2010 et celui de 2009 pour s'établir à 7,6 %. Au Québec, le taux de chômage s'est replié de 0,7 point de pourcentage pour atteindre 7,7 % et se s'approcher du taux de la Montérégie.

L'emploi des femmes était à la baisse avec une diminution de 4 500 postes (-1,3 %) au troisième trimestre de 2010. Concrètement, c'est l'emploi à temps partiel qui a essuyé le plus de pertes avec une diminution de 3 800 postes tandis que l'emploi à temps plein diminuait de 800 postes. Le nombre de chômeuses s'est relevé de 3 200 (+12,3 %), ce qui a engendré une progression du taux de chômage de 0,9 point de pourcentage,

passant à 7,9 %. Pour la première fois depuis le troisième trimestre de 2007, le taux de chômage des femmes devance celui des hommes dans la région.

La hausse de l'emploi a profité aux jeunes Montérégiens de 15 à 29 ans avec 9 200 postes de plus comparativement au même trimestre de 2009. Le taux de chômage a régressé de 3,4 points de pourcentage pour atteindre 10,2 %, ce qui constitue le plus bas taux depuis le quatrième

trimestre de 2008 (en base annuelle).

Du côté des 30 ans et plus, bien qu'il y ait eu une hausse de l'emploi de l'ordre de 18 100 postes (+4,2 %) entre le troisième trimestre de 2010 et celui de 2009, le taux de chômage a progressé de 0,6 point de pourcentage, atteignant 6,7 %. La forte croissance de la population active (23 000; 4,0 %) pour cette tranche d'âge a contribué à augmenter le taux de chômage.

Le secteur des services demeure le moteur de la création des emplois en Montérégie avec 22 500 travailleurs de plus qu'au troisième trimestre de 2009. L'emploi a crû de manière plus prononcée dans les secteurs de l'enseignement, des services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques. À l'inverse, le secteur du commerce affichait des pertes.

Nonobstant la diminution de certains soussecteurs qui composent la production de biens, 4 900 postes se sont ajoutés en Montérégie au cours du troisième trimestre de 2010. L'industrie manufacturière tout comme les autres branches du secteur primaire ont chacune mené à la création de 3 300 postes. Le secteur de la construction a connu un recul de 1 900 emplois.



Section 1

Conjoncture et marché du travail

Conjoncture

L'économie au Québec et au Canada²

À l'instar de la situation observée au Canada et aux États-Unis, l'économie québécoise a ralenti au deuxième trimestre de 2010. Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le produit intérieur brut réel aux prix de base (PIR) a augmenté de 0.5 % durant ce trimestre, comparativement à 0,8 % au trimestre précédent. Ce ralentissement du rythme de croissance s'explique par la faiblesse de la consommation des ménages, combinée à la détérioration du commerce extérieur. Supérieure à ce qui a été observé aux États-Unis (+1,7 %), la croissance annualisée au Québec s'établissait à 2 % au deuxième trimestre, ex æquo avec le Canada. Le PIB réel aux prix de base du Québec a progressé de 2,7 % au cours des six premiers mois de 2010 par rapport à la même période de 2009. L'Indice précurseur Desiardins (IPD) a enregistré une légère baisse de 0,1 % en août 2010. Il s'agit de la deuxième diminution consécutive de l'indice, ce qui laisse présager un ralentissement de l'économie québécoise au cours des prochains mois.

L'économie canadienne a reculé de 0,1 % en juillet dernier, après une augmentation de 0,2 % observée en juin. Il s'agissait de la première contraction depuis août 2009. Ce repli s'explique essentiellement par le recul des secteurs manufacturier, forestier, de la construction et des commerces de gros et de détail. Pour sa part, l'indicateur avancé composite de Statistique Canada a progressé de 0.5 % en août 2010 après une hausse de 0,4 % en juillet dernier. Cette progression est principalement attribuable à l'augmentation substantielle du secteur de la fabrication, alors que celui du logement a poursuivi son retrait. Selon l'avis du gouverneur de la Banque du Canada, M. Mark Carney, la croissance de l'économie canadienne, qui a ralenti au printemps, risque d'être modeste au cours des prochains mois.

Selon la dernière estimation du département du Commerce des États-Unis, le PIB au pays a augmenté à un taux annualisé de 1,7 % au deuxième trimestre de 2010. Durant ce trimestre, la croissance de l'économie américaine a nettement ralenti, comparativement à la hausse du PIB de 3,7 % observée au premier trimestre de 2010. La progression du deuxième trimestre, principalement attribuable aux investissements entreprises et aux dépenses consommateurs, a été freinée par le déficit commercial. L'indice manufacturier des directeurs d'achats de l'Institute for Supply Management (ISM) a ralenti, passant de 56,3 en août 2010 à 54.4 en septembre dernier. Par ailleurs, le National Bureau of Economic Research (NBER). organisme de datation des cycles économiques. annonce que la récession aux États-Unis a pris fin en juin 2009. Cette récession, la plus longue depuis la Deuxième Guerre mondiale, a duré dixhuit mois. Toutefois, la reprise en cours demeure lente. En effet, la Réserve fédérale américaine (FED) qui a gardé le taux de directeur inchangé dans une fourchette de 0 % à 0,25 % à sa dernière réunion, s'inquiète de la faiblesse de la reprise, se disant prête à prendre des mesures supplémentaires (injection de liquidités) si cela s'avère nécessaire.

^{2.} Cette page a été rédigée par Giao Vu Ngoc, économiste à la direction du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) et de l'information sur le marché du travail.

Marché du travail

Croissance importante de l'emploi en Montérégie

Au troisième trimestre de 2010, l'emploi a fait un bond de 27 300 postes (+3,8 %) en Montérégie par rapport au même trimestre de 2009. Cette hausse considérable mène le niveau de l'emploi à 746 100 postes, un sommet. Il s'agit d'une troisième hausse consécutive en Montérégie, ce qui porte le nombre d'emplois au-delà de son niveau d'avant la récession.

De ce fait, on constate une augmentation considérable de l'emploi à temps plein avec 22 400 postes (+3,7 %) par rapport au troisième trimestre de 2009. En comparant un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente (base annuelle), il s'agit de la croissance la plus importante depuis le quatrième trimestre de 2008. Le niveau de l'emploi à temps plein suit la même ligne que l'emploi total puisqu'il a également atteint un sommet avec 630 300 emplois et qu'il a dépassé le niveau d'avant la récession. Du côté des postes à temps partiel, il y a eu 4 900 emplois créés (+4,4 %).

Pour l'ensemble du Québec, l'emploi a progressé de 102 100 postes (+2,6 %) comparativement à la même période de l'année dernière où il y avait eu perte de 46 600 emplois (-1,2 %), dont 45 500 à temps plein. Cette hausse a permis l'ajout de 43 300 travailleurs à temps plein (+1,3 %) et de 58 700 travailleurs à temps partiel (+9,1 %). Les emplois perdus en cours de récession ont également été récupérés au Québec et le niveau total a atteint un sommet. Par ailleurs, la création des emplois à temps partiel a surpassé celle des emplois à temps plein au dernier trimestre pour la région métropolitaine de Montréal et l'ensemble du Québec, ce qui est l'inverse de ce que l'on a observé en Montérégie.

Au troisième trimestre de 2010, la part des résidants de la Montérégie en emploi (le taux d'emploi) était de 62,8 % comparativement à 61,3 % pour l'ensemble du Québec et 62,1 % pour la région métropolitaine de Montréal.

Diminution du taux de chômage

Le taux de chômage s'est déprécié de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 7,6 %. Il s'agit d'une

première diminution pour un troisième trimestre depuis 2007. Malgré la forte poussée de l'emploi, la population active s'est accrue de manière importante (25 600; +3,3 %), ce qui eut pour effet d'atténuer la réduction du taux de chômage. Toutefois, la croissance de l'emploi a été plus rapide que celle de la population active, ce qui permet d'expliquer la baisse du taux de chômage. Le nombre de chômeurs a diminué de 1 800 (-2,9 %) en Montérégie.

Au Québec, le taux de chômage s'est replié de 0,7 point de pourcentage pour s'approcher du taux de la Montérégie avec 7,7 %. En chiffres absolus, le nombre de chômeurs a régressé de 22 300 (-6,2 %). Du côté de la région métropolitaine de Montréal, le taux de chômage est à 8,5 %, un fléchissement de 0,9 point de pourcentage par rapport au même trimestre de 2009 et le nombre de chômeurs s'est réduit de 15 300 (-7,7 %).

En Montérégie, le nombre de prestataires de l'assurance-emploi est passé de 48 157 en septembre 2009 à 40 805 en septembre 2010, soit un recul de 7 352 (-15,3 %). Tous les centres locaux d'emploi de la région affichaient des baisses dont certaines étaient marquées comme dans les MRC de La Haute-Yamaska et Pierre-De Saurel avec des diminutions respectives de 1315 (-32,0 %) et de 956 (-34,2 %) bénéficiaires. Pour l'ensemble de la province, à l'exception de la région du Centre-du-Québec qui est relativement stable, toutes les régions ont assisté à une diminution de leur nombre de prestataires de l'assurance-emploi pour un total de 269 656 prestataires (-33 101; -10,9 %) en septembre 2010.

Les dernières données concernant le produit intérieur brut (PIB) réel par industrie mentionnent une chute de 0,7 % en juillet attribuable à un repli dans la production des biens (-2 %). D'ailleurs, le ralentissement de la croissance enregistré en milieu d'année 2010, conjugué à d'autres éléments (par exemple, l'anémie du marché américain), a incité les conjoncturistes à revoir leurs prévisions à la baisse. Les ajustements dans leurs perspectives de croissance ne sont toutefois pas alarmistes (à titre d'exemple, la prévision de la Banque RBC passe de 3,5 % à 3 % pour le Québec).

Il faut s'attendre à une croissance plus lente au cours des mois à venir, donc à une progression plus modeste de l'emploi. D'ailleurs des mises à pied ont été annoncées, dont la perte de 67 emplois chez AirBoss produits d'ingénierie inc., en raison de la fin d'un contrat de cinq ans avec l'armée américaine pour la production de bottes. Pour des raisons d'ordre économique, les Industries Harvey procéderont au licenciement de 29 employés et AmerisourceBergen Specialty Group Canada Corporation fermera des bureaux à Brossard en raison d'une restructuration, ce qui occasionnera la perte de 38 emplois.

Hausse de l'emploi chez les hommes

Après quatre trimestres consécutifs de pertes, les hommes de la Montérégie renouent avec l'emploi. Un gain de 31 800 postes (+8,5 %) par rapport au même trimestre de 2009 vient briser cette stagnation. La région avait vécu des diminutions pour le troisième trimestre en 2008 et 2009. Les emplois à temps plein représentent 73 % des postes créés avec 23 300 (+6,9 %) tandis que 8 600 postes à temps partiel (+25,8 %) ont été créés. Le taux de chômage a régressé passant de 9 % en 2009 à 7,3 % en 2010 afin de revenir au taux du troisième trimestre de 2008. Le taux d'emploi de ces derniers s'est accru de 2,4 points de pourcentage pour atteindre 67,6 %.

Pour un troisième trimestre consécutif au Québec, la croissance de l'emploi chez les hommes s'est poursuivie. En effet, il s'est ajouté 81 000 emplois (+4 %) dont 62 % à temps plein. Le taux de chômage est à 7,6 %, une diminution de 1,6 point de pourcentage. Leur taux d'emploi qui était de 64,4 % en 2009 est maintenant à 66,1 % en 2010.

L'emploi chez les femmes était à la baisse de 4 500 postes (-1,3 %) au troisième trimestre de 2010. Concrètement, c'est l'emploi à temps partiel qui a essuyé le plus de pertes avec une diminution de 3 800 postes (-4,9 %) tandis que l'emploi à temps plein diminuait de 800 postes (-0,3 %). Le même trimestre en 2009 avait également connu des pertes de l'ordre de 6 900 postes. Cette baisse pourrait être attribuable à des pertes dans les secteurs du commerce ainsi que dans l'administration publique avec des réductions respectives de 7 600 et de 2 300 emplois en Montérégie.

Le nombre de chômeuses s'est relevé de 3 200 (+12,3 %), ce qui a engendré une progression du taux de chômage de 0,9 point de pourcentage,

passant à 7,9 % après être demeuré stable à 7 % pour la même période en 2008 et en 2009. Il s'agit du taux le plus élevé que les femmes de la Montérégie aient connu depuis le troisième trimestre de 2006 (en comparaison trimestrielle sur une base annuelle). Le taux d'emploi s'est abaissé de 0,4 point à 58 %. Pour la première fois depuis le troisième trimestre de 2007, le taux de chômage des femmes devance celui des hommes dans la région. En effet, durant onze trimestres consécutifs, le taux de chômage des Montérégiennes était inférieur.

Pour l'ensemble du Québec, l'emploi total des femmes a augmenté de 21 100 postes (+1,1 %), poussé par une création notable d'emplois à temps partiel avec 28 100 postes (+6,5 %) tandis que les postes à temps plein ont chuté de 7 000 (-0,5 %). Malgré cet accroissement de l'emploi, le nombre de chômeuses a progressé de 10 100 (+6,7 %) et le taux de chômage a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 7,9 %, le même taux qu'en Montérégie. Le taux d'emploi est demeuré stable à 56,6 %.

L'emploi chez les jeunes : diminution du taux de chômage

La hausse de l'emploi a profité aux jeunes Montérégiens de 15 à 29 ans. Le nombre de postes a progressé de 9 200, soit une augmentation de 5,2 % comparativement au même trimestre de 2009. La majorité des postes créés étaient à temps plein avec 7 900 (+6 %). Le taux de chômage a régressé de 3,4 points de pourcentage pour atteindre 10,2 %, ce qui constitue le plus bas taux depuis le quatrième trimestre de 2008. Le nombre de chômeurs ayant diminué de 6 600 explique principalement cet abaissement du taux.

Au moment de couper des postes ou de réduire les heures travaillées, l'expérience de travail est un facteur important dans la décision de l'employeur. Généralement, les jeunes travailleurs sont moins expérimentés, ce qui fait en sorte que l'emploi des jeunes est durement touché en période de récession. Au troisième trimestre de 2009, la Montérégie comptait 29 600 emplois de moins (-14,3 %) chez les jeunes comparativement au même trimestre de 2008. Il arrive également que les jeunes se retirent volontairement de la population active pour, par exemple, retourner sur les bancs d'école, ce qui peut contribuer à augmenter le taux de chômage si le nombre de chômeurs reste stable ou progresse. En Montérégie, le taux d'activité des

jeunes est passé de 74,5 % au troisième trimestre de 2009 à 79,6 % pour le trimestre présent, ce qui semble indiquer qu'ils reprennent confiance envers le marché du travail. Leur taux d'emploi atteint 71,5 %, soit une augmentation de 7,1 points de pourcentage sur une base annuelle.

Du côté des 30 ans et plus, bien qu'il y ait eu une hausse de l'emploi de l'ordre de 18 100 (+3,3%) postes entre le troisième trimestre de 2010 et celui de 2009, le taux de chômage a progressé de 0,6 point de pourcentage, atteignant 6,7 %. La forte croissance de la population active (23 000; +4 %) pour cette tranche d'âge a contribué à augmenter le taux de chômage. En effet, la migration des individus vers la Montérégie contribue à la hausse de l'emploi mais il ne faut pas négliger le fait que des chômeurs font également partie de ce mouvement migratoire. Ainsi, malgré le gain en nombre d'emplois, le nombre de chômeurs s'est accru de 4 900 (+14 %), ce qui a occasionné la hausse du taux de chômage.

Pour le Québec, l'emploi des jeunes de 15 à 29 ans a également progressé avec 40 700 postes (+4,1 %) comparativement au même trimestre de l'an dernier. Leur taux de chômage a fléchi de 2,2 points de pourcentage à 10,5 % et leur taux d'emploi a augmenté de 2,8 points de pourcentage pour atteindre 69,7 %. Du côté des 30 ans et plus, la croissance de l'emploi était à peu près égale à la croissance de la population active et le taux de chômage a régressé de 0,1 point de pourcentage à 6,7 %.

Hausse de l'emploi dans la fabrication de biens mais le secteur des services demeure le moteur de la création d'emplois

La majorité des postes créés en Montérégie sont dans le secteur des services avec une augmentation de 22 500 travailleurs (+4,4 %). L'emploi a crû de 9 700 postes dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques et il a augmenté du même nombre pour le secteur des services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien. Les services de l'enseignement ont créé 12 100 postes (+50,0 %). Le secteur de l'information, culture et loisirs a augmenté ses effectifs de 6 000 travailleurs (+19 %). À l'inverse, le secteur du commerce a perdu 7 600 emplois (-5,7 %).

Nonobstant la diminution de certains sous-secteurs qui composent la production de biens, 4 900 postes

(+2,4 %) se sont ajoutés en Montérégie au cours du troisième trimestre de 2010. La construction a connu un recul de 1 900 postes (-3,8 %). La diminution des mises en chantier peut expliquer ces pertes. De son côté, l'industrie manufacturière a gagné 3 300 emplois au cours du troisième trimestre de 2010. Les autres branches du secteur primaire ont également mené à la création de 3 300 postes (+194,1 %).

Malgré l'atonie du marché américain, plusieurs investissements dans le secteur de la fabrication ont été annoncés en Montérégie. Ainsi, plusieurs usines devraient voir le jour, dont celle de l'entreprise Süd-Chemie, qui prévoit créer 50 emplois en investissant 80 millions de dollars pour la construction d'une usine à Candiac et un investissement de 10 millions de dollars pour QFI Biodiesel inc. dans le parc industriel d'Iberville, qui devrait créer une vingtaine d'emplois.

Le Québec a, quant à lui, perdu 9 300 postes (-1 %) dans le secteur de la fabrication de biens au cours du troisième trimestre de 2010. Le secteur manufacturier a connu une perte remarquée de 27 800 postes (-5,1%) au cours du troisième trimestre tandis que le secteur de la construction a gagné 23 900 postes. Le secteur des services a fourni 111 400 emplois (+3,7 %).

Un défi pour les entreprises : la productivité

Ce n'est pas un secret, la libéralisation des échanges a modifié le commerce international au fil des dernières années et la mondialisation a intensifié la concurrence. Afin de demeurer compétitives, notamment sur les prix, les entreprises tentent d'abaisser leurs coûts unitaires de production afin d'accroître la productivité de leurs facteurs.

La productivité est une mesure de l'efficacité du système productif et un gain de productivité peut permettre, entre autres, de diminuer les coûts de revient et ainsi réduire les prix des produits sur le marché. La productivité du travail est la mesure la plus couramment utilisée. Elle se calcule en divisant la quantité produite (le PIB) par la quantité de travail utilisée (heures travaillées).

On entend fréquemment parler de la productivité et de son importance puisqu'elle influence notre niveau de vie. Ce n'est certes pas le seul facteur qui joue un rôle dans la croissance du niveau de vie (il y a aussi l'intensité du travail, le taux d'emploi, l'évolution démographique), mais la productivité est la source qui permet une amélioration à long terme.

Avant les années 2000, le Québec avait à peu près le même taux de croissance de productivité que le Canada et les États-Unis. Toutefois, au cours de la dernière décennie, le Canada a accusé un important retard face à ses voisins du Sud et l'écart de productivité s'est creusé. Le Canada a néanmoins devancé la croissance du Québec, ce qui a créé un écart dans le niveau de productivité et la province a accumulé un grand retard face aux États-Unis. À titre indicatif, en 2008, chaque heure de travail permettait de produire 50,70 \$ US aux États-Unis, 44,80 \$ US au Canada et 39,60 \$ US au Québec (Statistique Canada).

Mais qu'en est-il des gains de productivité alors qu'une récession a frappé? Selon une étude publiée par Statistique Canada portant sur le comportement cyclique changeant de la productivité du travail (janvier 2010), inversement à ce que le pays connaissait depuis 1981 alors que la productivité augmentait en période de récession, la productivité aurait légèrement diminué au Canada pendant la dernière crise économique. En effet, la semaine moyenne de travail (heures travaillées) et l'emploi auraient diminué à un rythme plus lent que la production, ce qui a eu pour effet de diminuer la productivité du travail.

Chez nos voisins du Sud, la productivité a augmenté lors du dernier effondrement de l'économie puisqu'ils ont réduit la semaine de travail dès le début du ralentissement, et ce, même avant que la production ne baisse. Ensuite, ils ont procédé à des licenciements massifs, ce qui a eu pour effet d'augmenter leur productivité puisque la production a diminué à un rythme plus lent que les heures travaillées. Ceci n'a rien pour aider le Canada à réduire l'écart de productivité qui le sépare des États-Unis depuis 2001.

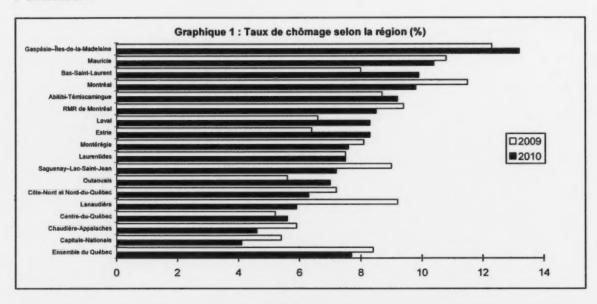
Toutefois, Desjardins Études économiques indique que la situation au Québec ne serait pas identique à celle du Canada. En effet, il semblerait que la diminution des heures travaillées ait été plus importante que la baisse du PIB réel lors de la dernière récession, ce qui a fait augmenter la productivité de la province. D'ailleurs, selon Statistique Canada, pour l'année 2009, le Québec est la province ayant eu la plus forte croissance de la productivité des entreprises avec un gain de 2 %. Notons que le niveau de productivité demeure plus bas que celui de tous nos voisins.

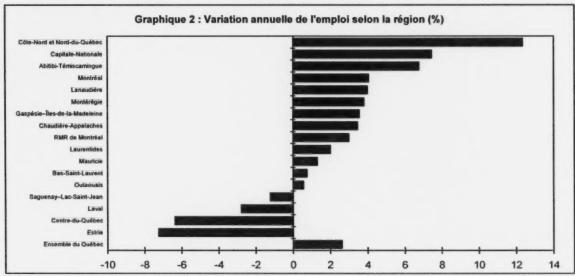
Dans les prochains mois, les prévisionnistes estiment que le taux de change se dirigera vers une parité qui devrait durer quelque temps. Les termes l'échange détériorant. de se l'avantage concurrentiel en sera diminué. Ainsi, en améliorant la productivité des facteurs ou en diminuant les coûts unitaires, soit par des investissements en machines et équipements plus performants, soit par une réorganisation du processus de production ou encore en avant une main-d'œuvre qualifiée, il sera possible de demeurer concurrentiel. Les entreprises devront relever le défi de l'innovation pour abaisser les prix et avoir une qualité de produits afin de faire face à la concurrence mondiale.

Section 2

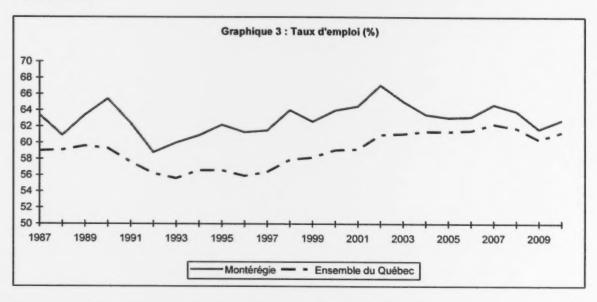
Graphiques et tableaux

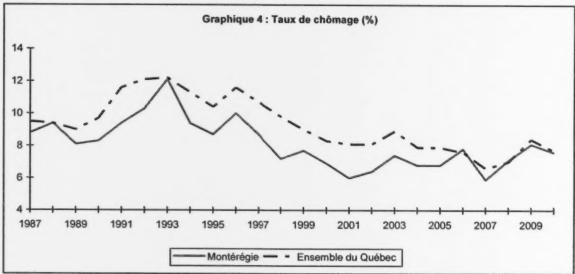
Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
3° trimestre 2010





Graphiques 3 et 4 TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%) Montérégie et ensemble du Québec 3° trimestre 2010





Graphique 5 EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL Montérégie 3° trimestre 2010

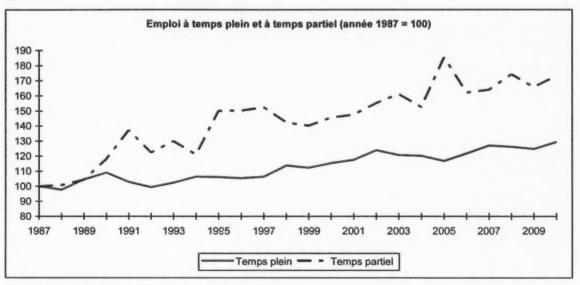


Tableau 1 PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL Montérégie, RMR de Montréal et ensemble du Québec Données non désaisonnalisées

	N	lontérégi	Ð	RMF	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
Indicateurs du marché du travail	3° tr 2010	imestre 2009	Variation %	3° tr 2010	imestre 2009	Variation %	3° tr 2010	imestre 2009	Variation %	
Population 15 ans et plus (000)	1 187,2	1 164,1	2,0	3 150,8	3 107,0	1,4	6 526,6	6 444,9	1,3	
Population active (000)	807,5	781,9	3,3	2 139,4	2 097,8	2,0	4 332,8	4 253,0	1,9	
Emploi (000)	746,1	718,8	3,8	1 957,2	1 900,3	3,0	3 997,6	3 895,5	2,6	
- Temps plein (000)	630,3	607,9	3,7	1 610,6	1 590,5	1,3	3 294,0	3 250,7	1,3	
- Temps partiel (000)	115,8	110,9	4,4	346,6	309,8	11,9	703,6	644,9	9,1	
Chômeurs et chômeuses (000)	61,3	63,1	-2,9	182,2	197,5	-7,7	335,2	357,5	-6,2	
Taux de chômage (%)	7,6	8,1		8,5	9,4		7,7	8,4		
Taux d'activité (%)	68,0	67,2		67,9	67,5		66,4	66,0		
Taux d'emploi (%)	62,8	61,7		62,1	61,2		61,3	60,4		
Durée du chômage (semaines)	13,2	19,0	-30,5	23,9	17,2	39,0	20,7	19,2	7,8	

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies. Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 2 COMPARAISONS INTERRÉGIONALES QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL 3° trimestre 2010 Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	58,1	13,2	50,4
Bas-Saint-Laurent	62,3	9,9	56,2
Capitale-Nationale	67,8	4,1	65,0
Chaudière-Appalaches	69,2	4,6	66,0
Estrie	63,7	8,3	58,4
Montérégie	68,0	7,6	62,8
Montréal	66,8	9,8	60,2
Laval	66,5	8,3	61,0
Lanaudière	67,2	5,9	63,3
Laurentides	68,5	7,5	63,4
Outaouais	69,8	7,0	65,0
Abitibi-Témiscamingue	65,2	9,2	59,2
Mauricie	59,1	10,4	52,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	58,4	7,2	54,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	64,6	6,3	60,6
Centre-du-Québec	61,5	5,6	58,1
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	61,3	7,8	56,5
Québec	69,9	4,4	66,8
Trois-Rivières	60,4	9,2	54,9
Sherbrooke	66,0	7,4	61,0
Montréal	67,9	8,5	62,1
Ottawa-Gatineau	74,3	7,8	68,5
ENSEMBLE DU QUÉBEC	66,4	7,7	61,3

Tableau 3 PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE Montérégie et ensemble du Québec

	N	lontérégie		Ensemble du Québec			
Sexes et groupes d'âge	3° trimestre 2010 2009		Variation %	3° trimestre 2010 200		Variation 9 %	
HOMMES							
Population de 15 ans et plus (000)	598,8	572,6	4.6	3 212.9	3 170.4	1,3	
Population active (000)	437,0	410,2	6,5	2 297,6	2 249.1	2.2	
Emploi (000)	405,0	373,2	8,5	2 122.6	2 041,6	4,0	
- Temps plein (000)	363,2	339,9	6,9	1 876,8	1 826.4	2,8	
- Temps partiel (000)	41,9	33,3	25,8	245,9	215,3	14,2	
Chômeurs (000)	32,0	37,0	-13,5	174,9	207.4	-15.7	
Taux de chômage (%)	7,3	9,0		7,6	9.2		
Taux d'activité (%)	73,0	71,6		71,5	70.9		
Taux d'emploi (%)	67,6	65,2		66,1	64,4		
FEMMES							
Population de 15 ans et plus (000)	588,3	591,5	-0,5	3 313,6	3 274,5	1,2	
Population active (000)	370,4	371,7	-0,3	2 035,2	2 004,0	1,6	
Emploi (000)	341,1	345,6	-1,3	1 875,0	1 853,9	1,1	
- Temps plein (000)	267,2	268,0	-0,3	1 417,3	1 424,3	-0,5	
- Temps partiel (000)	73,9	77,7	-4,9	457,7	429,6	6,5	
Chômeuses (000)	29,3	26,1	12,3	160,2	150,1	6,7	
Taux de chômage (%)	7,9	7,0		7,9	7,5		
Taux d'activité (%)	63,0	62,8		61,4	61,2		
Taux d'emploi (%)	58,0	58,4		56,6	56,6		
15-29 ANS							
Population de 15 à 29 ans (000)	261,4	275,9	-5,3	1 484,2	1 486,3	-0,1	
Population active (000)	208,1	205,5	1,3	1 155,8	1 138,5	1,5	
Emploi (000)	186,8	177,6	5,2	1 035,0	994,3	4,1	
- Temps plein (000)	140,5	132,6	6,0	744,7	717,9	3,7	
- Temps partiel (000)	46,4	45,0	3,1	290,3	276,4	5,0	
Chômeurs et chômeuses (000)	21,3	27,9	-23,7	120,8	144,2	-16,2	
Taux de chômage (%)	10,2	13,6		10,5	12,7		
Taux d'activité (%)	79,6	74,5		77,9	76,6		
Taux d'emploi (%)	71,5	64,4		69,7	66,9		
30 ANS ET PLUS							
Population de 30 ans et plus (000)	925,7	888,2	4,2	5 042,4	4 958,5	1,7	
Population active (000)	599,3	576,3	4,0	3 177,0	3 114,5	2,0	
Emploi (000)	559,3	541,2	3,3	2 962,6	2 901,2	2,1	
- Temps plein (000)	489,9	475,3	3,1	2 549,4	2 532,8	0,7	
- Temps partiel (000)	69,4	65,9	5,3	413,3	368,4	12,2	
Chômeurs et chômeuses (000)	40,0	35,1	14,0	214,4	213,3	0,5	
Taux de chômage (%)	6,7	6,1		6,7	6,8		
Taux d'activité (%)	64,7	64,9		63,0	62,8		
Taux d'emploi (%)	60,4	60,9		58,8	58,5		

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Tableau 4 EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ Montérégie et ensemble du Québec

	Me		Ensemble du Québec			
Secteurs d'activité ¹	3° trimestre		Variation	3° tr	rimestre	Variation
	2010 (000)	2009 (000)	%	2010 (000)	2009 (000)	%
Secteur de la production de biens	206,5	201,6	2,4	898,0	907,3	-1,0
Agriculture	17,4	18,4	-5,4	58,7	66,1	-11,2
Autres branches du secteur primaire	5,0	1,7	194,1	37,1	34,0	9,1
Services publics	9,6	8,4	14,3	33,5	34,7	-3,5
Construction	48,0	49,9	-3,8	252,7	228,8	10,4
Fabrication	126,5	123,2	2,7	516,0	543,8	-5,1
Secteur des services	539,7	517,2	4,4	3 099,6	2 988,2	3,7
Commerce	126,4	134,0	-5,7	635,6	635,2	0,1
Transports, entreposage	33,5	34,7	-3,5	172,0	166,4	3,4
Finance, assurances, immobilier et location	36,9	37,8	-2,4	228,4	230,0	-0,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	49,4	39,7	24,4	295,8	267,5	10,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	30,1	20,4	47,5	157,2	147,7	6,4
Services d'enseignement	36,3	24,2	50,0	226,7	233,7	-3,0
Soins de santé et assistance sociale	78,0	85,3	-8,6	520,5	477,0	9,1
Information, culture et loisirs	37,5	31,5	19,0	181,5	182,8	-0,7
Hébergement et services de restauration	47,6	41,4	15,0	259,9	239,8	8,4
Autres services	30,6	32,7	-6,4	170,1	176,4	-3,6
Administrations publiques	33,3	35,6	-6,5	251,8	231,9	8,6
ENSEMBLE DES SECTEURS	746,1	718,8	3,8	3 997,6	3 895,5	2,6

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

^{1.} Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Tableau 5 EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE Montérégie et ensemble du Québec

	Me	Ensemble du Québec				
Genre de compétence	3° tri 2010 (000)	mestre 2009 (000)	Variation %	3° t 2010 (000)	rimestre 2009 (000)	Variation %
	(000)	(000)		(000)	(000)	
Gestion	75,0	64,0	17,2	339,7	364,0	-6,7
Affaires, finance et administration	135,8	133,6	1,6	722,7	699,3	3,3
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	47,1	42,4	11,1	306,7	282,1	8,7
Secteur de la santé	43,7	40,0	9,3	263,5	232,3	13,4
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	53,8	43,6	23,4	369,5	359,1	2,9
Arts, culture, sports et loisirs	16,8	23,7	-29,1	151,2	143,3	5,5
Vente et services	176,7	185,8	-4,9	943,8	954,9	-1,2
Métiers, transport et machinerie	118,4	113,2	4,6	578,5	533,7	8,4
Prof. propres au secteur primaire	24,6	18,4	33,7	100,5	97,9	2,7
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	54,1	53,9	0,4	221,6	229,0	-3,2
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	746,1	718,8	3,8	3 997,6	3 895,5	2,6
Niveau de compétence ¹						
Gestion	75,0	64,0	17,2	339,7	364,0	-6,7
Professionnel	101,7	94,8	7,3	722,6	674,4	7,1
Technique	257,2	252,9	1,7	1 360,7	1 304,7	4,3
Intermédiaire	235,8	221,9	6,3	1 133,3	1 090,3	3,9
Élémentaire	76,4	85,2	-10,3	441,2	462,2	-4,5

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

^{1.} Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé); professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel); intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Tableau 6
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

	Ensemble du Québec			
Secteurs d'activité ¹	3° t	Variation		
Sections & activité	2010 (000)	2009 (000)	%	
Secteur de la production de biens	898,0	907,3	-1,0	
Agriculture	58,7	66,1	-11,2	
Foresterie et exploitation forestière	19,8	15,5	27,7	
Pêche, chasse et piégeage	-	-	-	
Extraction minière	16,6	17,2	-3,5	
Services publics	33,5	34,7	-3,5	
Construction	252,7	228,8	10,4	
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	71,3	86,2	-17.3	
Usines de textiles et de produits textiles	13.9	12,1	14.9	
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	29,0	20,6	40,8	
Fabrication de produits en bois	43.6	47.4	-8.0	
Fabrication du papier	29,8	25,7	16.0	
Impression et activités connexes de soutien	24.0	23.7	1,3	
Fabrication de produits chimiques	32,5	28.7	13,2	
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	33.0	37.2	-11.3	
Fabrication de produits minéraux non métalliques	14,6	16.0	-8.8	
Première transformation des métaux	26.4	23.9	10,5	
Fabrication de produits métalliques	30,9	45,6	-32,2	
Fabrication de machines	25,3	30.8	-17,9	
Fabrication de produits informatiques et électroniques	25.0	17.2	45,3	
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	15,2	17.4	-12,6	
Fabrication de matériel de transport	53,0	60.2	-12,0	
Fabrication de meubles et de produits connexes	28,8	27.8	3,6	
Activités diverses de fabrication ²	19,8	23.5	-15,7	
Secteur des services	3 099,6	2 988,2	3.7	
Commerce de gros	152.0	155.7	-2.4	
Commerce de gros	483,6	479,5	0.9	
	172,0	166.4	3.4	
Transport et entreposage Finance	114.3	109.0	4.9	
	57.7	62.9	-8.3	
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers Services immobiliers	36.9	44.3	-16.7	
	19,6	13,8	42,0	
Services de location et de location à bail	295.8	267.5	10.6	
Services professionnels, scientifiques et techniques Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	157,2	147,7		
	226.7	233.7	6,4 -3.0	
Services d'enseignement	,			
Soins de santé et assistance sociale	520,5	477,0	9,1	
Information, culture et loisirs	181,5	182,8	-0,7	
Hébergement et restauration	259,9	239,8	8,4	
Autres services	170,1	176,4	-3,6	
Administration fédérale (incluant la défense)	88,3	77,3	14,2	
Administrations publiques provinciales et territoriales Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	89,2 74,4	74,7 79,8	19,4 -6,8	
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 997,6	3 895,5	2,6	

^{- :} Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

^{1.} Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

^{2.} L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Tableau 7A

PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Septembre 2010	Septembre 2009	Variation %	Taux de prestataires ^a Septembre 2010
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11 907	12 346	-3,6	18,5
Bas-Saint-Laurent	12 894	13 341	-3,4	9,4
Capitale-Nationale	18 484	19 794	-6,6	4,0
Chaudière-Appalaches	14 961	18 010	-16,9	5,5
Estrie	10 704	15 712	-31,9	5,3
Montérégie	40 805	48 157	-15,3	4,3
Montréal	44 997	51 204	-12,1	3,5
Laval	9 943	11 058	-10,1	4,0
Lanaudière	16 494	17 195	-4,1	5,5
Laurentides	20 077	21 195	-5,3	5,7
Outaouais	8 155	8 407	-3,0	3,4
Abitibi-Témiscamingue	7 408	8 932	-17,1	7,5
Mauricie	12 556	13 967	-10,1	7,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	16 492	18 874	-12,6	8,7
Côte-Nord	6 550	7 128	-8,1	9,7
Nord-du-Québec	1 578	1 809	-12,8	6,1
Centre-du-Québec	15 651	15 628	0,1	10,3
ZME ³ de Montréal	99 539	110 310	-9,8	4,0
ENSEMBLE DU QUÉBEC	269 656	302 757	-10,9	5,2

^{1.} Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

Source: Ressources humaines et Développement social Canada.

^{2.} Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2006).

La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Tableau 7B
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Septembre 2010	Septembre 2009	Variation %	Taux de prestataires Septembre 2010
Brome-Missisquoi	1 481	2 080	-28,8	4,7
La Haute-Yamaska	2 792	4 107	-32,0	4,7
Le Haut-Richelieu	3 838	4 759	-19,4	5,1
Marieville	1 233	1 539	-19,9	5,6
Acton Vale	765	917	-16,6	7,3
Sorel	1 836	2 792	-34,2	5,3
Saint-Hyacinthe	2 838	2 849	-0,4	5,1
La Vallée-du-Richelieu	3 466	3 784	-8,4	3,8
Contreceur	355	533	-33,4	4,4
Boucherville	2 392	2 623	-8,8	3,5
Longueuil	3 864	4 223	-8,5	4,3
Saint-Hubert	2 381	2 549	-6,6	4,3
Brossard	2 682	2 952	-9,1	3,4
Châteauguay	1 820	1 986	-8,4	4,7
Saint-Constant	2 750	2 953	-6,9	4,2
Saint-Rémi	821	895	-8,3	5,0
Le Haut-Saint-Laurent	555	674	-17,7	3,7
Valleyfield	1 766	2 149	-17,8	4,3
Vaudreuil-Soulanges	3 170	3 793	-16,4	3,8
Montérégie	40 805	48 157	-15,3	4,3
ENSEMBLE DU QUÉBEC	269 656	302 757	-10,9	5,2

Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

^{2.} Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (recensement 2006). Source : Ressources humaines et Développement social Canada.

Tableau 8A
PRESTATAIRES DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Août 2010	Août 2009	Variation %	Taux de prestataires Août 2010
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 679	1 795	-6,5	2,6
Bas-Saint-Laurent	2 323	2 474	-6,1	1,7
Capitale-Nationale	7 475	7 410	0,9	1,6
Chaudière-Appalaches	3 135	3 275	-4,3	1,2
Estrie	5 643	5 606	0,7	2,8
Centre-du-Québec	4 109	4 041	1,7	2,7
Montérégie	18 488	17 947	3,0	2,0
Montréal	57 691	59 428	-2,9	4,5
Laval	4 550	4 268	6,6	1,8
Lanaudière	6 597	6 272	5,2	2,2
Laurentides	7 299	7 037	3,7	2,1
Outaouais	5 494	5 578	-1,5	2,3
Abitibi-Témiscamingue	1 947	2 020	-3,6	2,0
Mauricie	6 201	6 134	1,1	3,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 260	4 512	-5,6	2,3
Côte-Nord	968	1 173	-17,5	1,4
Nord-du-Québec	432	457	-5,5	1,7
ZME ³ de Montréal	77 668	78 165	-0,6	3,2
ENSEMBLE DU QUÉBEC	139 496	140 649	-0,8	2,7

^{1.} Adultes sans contraintes à l'emploi (SAN).

SAN = Ancien SAN - conjoints sans contraintes sévères à l'emploi.

Depuis janvier 2007 les programmes d'aide financière de dernier recours ont remplacé le Programme d'assistance-emploi.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

^{2.} Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2006).

La ZME ou zone métropolitaine d'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Tableau 8B
PRESTATAIRES DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS¹
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Août 2010	Août 2009	Variation %	Taux de prestataires2 Août 2010
Brome-Missisquoi	694	650	6,8	2,2
La Haute-Yamaska	1 492	1 547	-3,6	2,5
Le Haut-Richelieu	1 595	1 547	3,1	2,1
Marieville	379	364	4,1	1,7
Acton Vale	314	317	-0,9	3,0
Sorel	1 285	1 317	-2,4	3,7
Saint-Hyacinthe	1 408	1 371	2,7	2,6
La Vallée-du-Richelieu	551	546	0,9	0,6
Contrecœur	120	116	3,4	1,5
Boucherville	299	295	1,4	0,4
Longueuil	3 671	3 510	4,6	9,4
Saint-Hubert	902	848	6,4	1,6
Brossard	1 456	1 384	5,2	1,8
Châteauguay	742	643	15,4	1,9
Saint-Constant	547	481	13,7	0,8
Saint-Rémi	221	227	-2,6	1,3
Le Haut-Saint-Laurent	548	570	-3,9	3,7
Valleyfield	1 570	1 555	1,0	3,8
Vaudreuil-Soulanges	694	659	5,3	0,8
Montérégie	18 488	17 947	3,0	2,0
ENSEMBLE DU QUÉBEC	139 496	140 649	-0,8	2,7

^{1.} Adultes sans contraintes à l'emploi (SAN).

SAN = Ancien SAN - conjoints sans contraintes sévères à l'emploi.

Depuis janvier 2007 les programmes d'aide financière de dernier recours ont remplacé le Programme d'assistance-emploi.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

^{2.} Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (recensement 2006).

Tableau 9 PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS Montérégie 3° trimestre 2010

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques
Construction		
Cité sur le parc (Saint-Hubert)	70 000	Construction d'un développement résidentiel de 400 habitations incluant treize bâtiments qui s'échelonnera sur trois ans. La construction débutera à la fin d'octobre 2010.
Impression et activités connexes de soutien		
Étiquettes Profecta inc. (Saint-Hubert)	3 500	Déménagement et expansion de cette entreprise de Boucherville, spécialisée dans l'impression flexographique et numérique d'étiquettes. Les travaux devraient se terminer à la fin du mois d'octobre 2010. Création prévue d'au moins cinq emplois à la suite du déménagement dans le parc industriel de Saint-Hubert.
Fabrication de produits du pétrole et du charbon		
QFI Biodiesel inc. (Saint-Jean-sur-Richelieu)	10 000	Implantation d'une usine de fabrication de carburant renouvelable, non toxique et biodégradable qu'elle tirera d'huiles recyclées de source animale et végétale dans le parc industriel du secteur Iberville. Création prévue d'une vingtaine d'emplois.
Fabrication de produits chimiques		
Süd-Chemie (Candiac)	80 000	Construction d'une usine de production de phosphate de fer lithié, un matériau utilisé notamment pour les batteries de voitures électriques. La production commerciale devrait débuter en 2012. Création prévue de 50 emplois.
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc		
Lavokika 2000 inc. (Granby)	2 000	Construction d'une usine pour cette entreprise spécialisée dans le recyclage du caoutchouc (celui des pneus réchappés), dans le parc industriel. Création prévue d'au moins cinq emplois.
Fabrication de produits métalliques		
Groupe Meloche inc. (Salaberry-de-Valleyfield)	10 000	Agrandissement et achat d'équipements technologiques, pour cette entreprise spécialisée dans la fabrication de composants aéronautiques et militaires. L'agrandissement devrait permettre la création de quinze emplois.

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques
Fabrication de machines		
Stelpro Design inc. (Saint-Bruno-de-Montarville)	3 000	Croissance de cette entreprise de fabrication d'appareils de chauffage et de réfrigération commerciale, qui s'est traduite par l'achat d'une machine au coût de 3 M\$. Création prévue d'emplois.
Fabrication de matériel de transport		
Héroux-Devtek (Saint-Hubert)	5 000	Construction d'un bâtiment industriel pour cette entreprise spécialisée dans la fabrication de produits aérospatiaux et industriels. Le bâtiment industriel sera destiné à de nouveaux laboratoires ainsi que des locaux pour la recherche et le développement du fabricant de trains d'atterrissage d'avions. Les travaux, qui se feront en deux phases, devraient débuter cette année pour se terminer en juin 2012.
Fabrication de meubles et de produits connexes		
Armoires Cuisines Action (Boucherville)	5 000	Construction d'une usine et d'une salle de montre pour cette entreprise spécialisée dans la fabrication et la vente d'armoires de cuisine en bois. Les travaux devraient être terminés à la fin de l'été ou au début de l'automne 2010. Création prévue d'une quarantaine d'emplois.
Commerce		
L'Aubainerie concept mode (Saint-Hyacinthe)	800	Implantation d'un magasin à grande surface cet automne. Création d'une cinquantaine d'emplois.
Services d'enseignement		
Cégep Édouard-Montpetit – École nationale aérotechnique (Longueuil)	12 000	Construction d'un bâtiment afin de pouvoir recevoir un aéronef et achat d'équipements. Les travaux ont débuté en mai 2010.
Soins de santé et assistance sociale		
Complexe industriel Famille Roskies (Huntingdon)	4 000	Aménagement de l'ancienne usine Huntingdon Mills en 27 logements sociaux destinés à des personnes en difficulté.
Hôpital Charles-LeMoyne – Centre intégré de cancérologie de la Montérégie (Greenfield Park)	100 000	Agrandissement de l'hôpital échelonné sur deux ans. Les travaux de construction devraient être terminés au printemps de 2011. Création prévue de 200 emplois.
Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges (Hudson)	2 500	Construction d'une maison de soins pour patients en phase terminale L'ouverture a eu lieu le 15 septembre 2010.

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques
Centre de la petite enfance Miel et melon (Sainte-Julie)	1 100	Construction d'une garderie de 60 places dans le parc N PLapierre. L'ouverture est prévue pour décembre 2010 ou janvier 2011.
Garderie Les Étincelles (Cowansville)	1 300	Construction d'une garderie privée de 80 places sur le boulevard JADeragon. Les travaux de construction pourraient débuter à la mi-octobre et être terminés à la fin de l'année 2010. Création prévue d'une vingtaine d'emplois à temps plein.

Tableau 10 MISES À PIED ANNONCÉES Montérégie 3° trimestre 2010

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Nombre de travailleurs affectés	Remarques
Fabrication d'aliments		
Boucherie Jean-Guy Soucy inc. (Saint-Jean-sur-Richelieu)	175	Fermeture de cette boucherie industrielle à la mi- septembre 2010.
Fabrication de produits en cuir et produits analogues		
AirBoss produits d'ingénierie inc. (Acton Vale)	67	Licenciement collectif avec élimination du quart de travail de soir à son usine en raison de la fin du contrat de cinq ans avec l'armée américaine pour la production de bottes. La mise à pied est en vigueur depuis le 27 octobre dernier.
Fabrication de machines		
Outil et matrice Harrington inc. (Brossard)	99	Licenciement collectif de cette entreprise spécialisée dans la fabrication d'autres machines-outils pour le travail du métal pour des raisons financières. La mise à pied a eu lieu le 22 juin 2010.
Services professionnels, scientifiques et techniques		
AmerisourceBergen Specialty Group Canada Corporation (Brossard)	38	Fermeture des bureaux de cette entreprise de conception et de mise en marché de solutions à l'intention des sociétés pharmaceutiques, des fabricants d'instruments médicaux et des sociétés de biotechnologie, en raison d'une restructuration interne. La fermeture a affecté 38 employés le 15 octobre 2010.

Annexe

Liste des centres locaux d'emploi (CLE) Montérégie

Acton Vale

1130, rue Daigneault Acton Vale (Québec) J0H 1A0 450 546-0798 1 800 438-4765

Boucherville

135-H, boul. de Mortagne Boucherville (Québec) J4B 6G4 450 655-5646

Brome-Missisquoi

406, rue du Sud Cowansville (Québec) J2K 2X7 450 263-1515 1 800 463-0230

Brossard

1, place du Commerce, bur. 200 Brossard (Québec) J4W 2Z7 450 672-1335

Châteauguay

180, boul. d'Anjou, bur. 250 Châteauguay (Québec) J6K 5G6 450 691-6020 1 800 465-0286

Contrecœur

225, rue Dansereau Contrecœur (Québec) J0L 1C0 450 587-5555

La Haute-Yamaska

77, rue Principale, RC.02 Granby (Québec) J2G 9B3 450 776-7134

La Vallée-du-Richelieu

515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier bur. 201 Belœil (Québec) J3G 6R7 450 467-9400 i 877 856-1966

Le Haut-Richelieu

315, rue MacDonald, bur. 128 St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 8J3 450 348-9294 1 800 567-3627

Le Haut-Saint-Laurent

220, rue Châteauguay Huntingdon (Québec) JOS 1H0 450 264-5323 1 800 567-0220

Longueuil

2877, chemin de Chambly, local 40 Longueuil (Québec) J4L 1M8 450 677-5517

Marieville

497, rue Sainte-Marie Marieville (Québec) J3M 1M4 450 460-4430 1 888 872-0680

Saint-Constant

126, rue Saint-Pierre St-Constant (Québec) J5A 2P1 450 635-6221 1 866 225-4097

Saint-Hubert

5245, boul. Cousineau, bur. 300 St-Hubert (Québec) J3Y 6J8 450 676-7952

Saint-Hyacinthe

310C, boul. Laframboise, bur. 107 St-Hyacinthe (Québec) J2S 4Z4 450 778-6589 1 800 465-0719

Saint-Rémi

221, rue Sainte-Thérèse St-Rémi (Québec) JOL 2L0 450 454-4054 1 800 792-9616

Sorel

375, boul. Fiset Sorel-Tracy (Québec) J3P 7Z4 450 742-5941

Salaberry-de-Valleyfield

63-A, rue Champlain, bur. 220 Salaberry-de-Vall. (Québec) J6T 6C4 450 370-3027 1 800 567-1029

Vaudreuil-Soulanges

430, boul. Harwood, bur. 4 Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 7H4 450 455-5666 1 800 463-2325